



Assemblée générale

Soixante-neuvième session

Documents officiels

Distr. générale
9 décembre 2014
Français
Original : anglais

Sixième Commission

Compte rendu analytique de la 12^e séance

Tenue au Siège, à New York, le mercredi 15 octobre 2014, à 15 heures

Président : M. Manongi (République-Unie de Tanzanie)

Sommaire

Point 83 de l'ordre du jour : Portée et application du principe de compétence universelle (*suite*)

Point 76 de l'ordre du jour : Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa quarante-septième session (*suite*)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être signées par un membre de la délégation intéressée, adressées dès que possible au Chef du Groupe du contrôle des documents (srcorrections@un.org) et portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org/>).

14-62676X (F)



Merci de recycler



La séance est ouverte à 10 h 5.

Point 83 de l'ordre du jour: Portée et application du principe de compétence universelle (suite) (A/69/174)

Élection du Président du Groupe de travail sur la portée et l'application du principe de compétence universelle

1. **Le Président** dit que depuis sa création en 2010, le Groupe de travail on la portée et l'application du principe de la compétence universelle a été présidé par M. Ulibarri (Costa Rica), qui n'est plus disponible. Il croit comprendre que la candidature de M^{me} Guillén-Grillo (Costa Rica) à la présidence du Groupe de travail jouit d'un appui généralisé et que la Commission souhaite élire l'intéressée Présidente.

2. *Il en est ainsi décidé.*

3. **M^{me} Mwaipopo** (République-Unie de Tanzanie) dit la portée précise de la compétence universelle varie d'un pays à l'autre et qu'un mécanisme est nécessaire pour en assurer l'universalité sans qu'il y ait de sélectivité dans son application. Les États doivent élaborer une conception commune de l'exercice de la compétence universelle en tant que principe juridique international donnant des directives uniformes aux tribunaux nationaux s'agissant d'exercer une action pénale contre les auteurs de violations des droits de l'homme. De plus, les droits et obligations des États en la matière doivent être clarifiés pour réduire au minimum les possibilités d'abus.

4. La compétence universelle est un outil essentiel de lutte contre l'impunité, mais elle ne saurait se substituer aux principes de la territorialité, de la souveraineté et de l'égalité souveraine des États et autres principes consacrés dans la Charte des Nations Unies, notamment l'indépendance politique des États et la non-ingérence dans leurs affaires intérieures. Son exercice ne doit pas non plus porter atteinte aux immunités que le droit international accorde aux chefs d'État, personnel diplomatique et autres représentants de haut rang. Il importe que les États se mettent d'accord sur la manière d'aller de l'avant et, en particulier, sur une définition distinguant la compétence universelle d'autres concepts comme la compétence pénale internationale, l'obligation d'extrader ou de poursuivre et autres principes et règles du droit international.

5. **M. Sarki** (Nigéria) dit que la question de la compétence universelle doit continuer d'être examinée dans le cadre intergouvernemental de l'Organisation des Nations Unies. Tout accord à cet égard doit être soumis à l'approbation des États Membres conformément aux principes de la territorialité et de l'indépendance souveraine des États. La portée de la compétence universelle doit être définie afin d'assurer son exercice impartial et de se prémunir contre son exercice sélectif à des fins politiques. Il s'agit d'un principe important du droit international qui vise à combattre l'impunité et à faire en sorte que les auteurs des crimes les plus graves soient amenés à rendre des comptes; il complète et renforce le principe de l'état de droit aux niveaux national et international.

6. Différentes opinions ont été exprimées quant à la nécessité de distinguer ce principe de la question de l'immunité et d'autres concepts connexes, comme la compétence pénale internationale, l'obligation d'extrader ou de poursuivre et le *jus cogens*. On a aussi fait valoir que le principe devrait être applicable à d'autres crimes, que le droit international et la Charte des Nations Unies devraient guider son application et que l'approbation de l'État ou des États compétents en vertu de la territorialité et de la nationalité devrait être obtenue pour pouvoir l'appliquer.

7. Le principe s'est révélé un instrument majeur de l'action menée au niveau mondial pour prévenir et réprimer les violations du droit international humanitaire et autres infractions internationales. La compétence universelle doit être exercée de bonne foi conformément à d'autres principes du droit international, y compris l'état de droit, l'égalité souveraine des États et l'immunité des représentants de l'État dans l'exercice licite de leurs fonctions; cette immunité ne doit pas être sacrifiée au nom de la compétence universelle. La responsabilité première s'agissant d'enquêter sur les crimes internationaux graves et d'en poursuivre les auteurs incombe à l'État territorialement compétent; la compétence universelle est un mécanisme complémentaire d'engagement de la responsabilité lorsqu'un État ne peut pas ou ne veut pas exercer sa compétence.

8. Le Nigéria a largement contribué à l'évolution du principe de la compétence universelle en matière pénale tel qu'élaboré par la Cour pénale internationale et continue d'œuvrer avec d'autres États parties au Statut de Rome pour faire en sorte que son application par la Cour soit équitable et pratique, en particulier

lorsqu'elle risque d'affecter la stabilité politique des États. Les Conventions de Genève de 1949 et le Protocole additionnel I sont les textes juridiques qui non seulement autorisent l'exercice de la compétence universelle mais rendent cet exercice nécessaire et obligatoire en cas de violations graves du droit international humanitaire. Il est toutefois souhaitable que cette compétence ne soit si possible exercée qu'en dernier recours, après que toutes les possibilités de coopération avec l'État où le crime a été commis ont été épuisées, et elle ne doit pas constituer pour les pays puissants un moyen de priver les pays qui le sont moins de leur pouvoir en matière de poursuites. Les États devraient aussi s'efforcer d'établir, soit dans le cadre de l'ordre juridique international existant soit par des accords bilatéraux, d'autres mécanismes pour promouvoir la coopération internationale en matière d'enquêtes et de poursuites.

9. La délégation nigériane encourage tous les États Membres à participer activement aux travaux sur la portée et l'application de ce principe important afin de lui conférer légitimité et crédibilité conformément au droit international et elle propose de demander à la Commission du droit international de contribuer à cette entreprise.

10. **M. Israfilov** (Azerbaïdjan) dit que le principe de la compétence universelle joue un rôle important dans le renforcement de l'état de droit aux niveaux national et international, dans la protection des valeurs communes et dans le maintien de l'ordre juridique international, eu égard à la nature, l'ampleur et les conséquences des crimes en question et à l'inadmissibilité de l'impunité de leurs auteurs. Il est essentiel de mettre fin à l'impunité, non seulement pour amener les auteurs de crimes à rendre des comptes, mais aussi dans l'intérêt d'une paix durable, de la vérité, de la réconciliation, des droits et intérêts des victimes et du bien-être de la communauté internationale dans son ensemble.

11. En Azerbaïdjan, les juridictions pénales sont compétentes en vertu du droit interne pour connaître des actes relevant de la compétence universelle. Si des traités internationaux prévoient l'exercice de cette compétence à l'égard de diverses infractions, la pratique des États est largement limitée aux crimes de guerre, crimes contre l'humanité et crimes contre la paix.

12. C'est l'État territorialement compétent auquel il incombe au premier chef d'enquêter sur les crimes internationaux graves et d'engager des poursuites; la compétence universelle est un mécanisme complémentaire s'agissant d'engager la responsabilité des auteurs de ces crimes et de mettre fin à l'impunité lorsque cet État ne peut pas ou ne veut pas exercer sa compétence et qu'aucune instance judiciaire internationale ne peut être saisie. L'application du principe est particulièrement important dans les situations de conflit armé, y compris en cas d'occupation militaire étrangère prolongée, car les méfaits qui restent impunis entravent les progrès dans l'instauration de la paix et risquent de faire naître de nouveaux conflits et d'entraîner la commission de nouveaux crimes. La mise en œuvre de la responsabilité doit être exempte de toute sélectivité et motivation politique.

13. La délégation azerbaïdjanaise encourage la Commission à poursuivre l'examen du sujet et considère comme positive la création du Groupe de travail. Elle pense comme d'autres qu'une étude juridique approfondie de la question est nécessaire.

14. **M. Gumende** (Mozambique) dit que la question à l'examen est particulièrement préoccupante pour les États d'Afrique puisque c'est essentiellement à des dirigeants d'États africains que des juges européens ont tenté d'appliquer le principe de la compétence universelle. L'engagement unilatéral de poursuites contre certains dirigeants africains est une violation manifeste des normes du droit international. Il convient de réfléchir à ses conséquences juridiques et politiques, car toute tentative faite pour appliquer unilatéralement le principe ne peut que mettre en péril et perturber l'ordre juridique international.

15. S'il est nécessaire de combattre l'impunité et de renforcer le système de justice pénale, l'exercice de la compétence universelle devrait être réglementé au niveau international et être compatible avec les instruments juridiques internationaux pertinents et la Charte des Nations Unies, en particulier les principes non négociables de celle-ci concernant l'égalité souveraine et l'intégrité territoriale de tous les États, la non-ingérence dans leurs affaires intérieures et l'immunité des représentants de l'État, en particulier des chefs d'État. La communauté internationale doit également déterminer quels crimes relèvent de la compétence universelle et les circonstances dans lesquelles celle-ci peut être invoquée.

16. Tout en condamnant vigoureusement toute application du principe de la compétence universelle politiquement motivée, la délégation mozambicaine reconnaît que cette compétence est un outil important s'agissant d'engager des poursuites contre les auteurs de certains crimes odieux en application de traités internationaux qui, s'il est convenablement utilisé, contribuera à renforcer l'état de droit aux niveaux national et international. La délégation mozambicaine demeure prête à mettre les informations et pratiques en commun avec d'autres États Membres.

17. **M. Rao** (Inde) dit que son Gouvernement demeure convaincu que les auteurs de crimes doivent être traduits en justice et que les règles procédurales techniques, y compris l'absence de compétence, ne doivent pas leur permettre d'échapper au châiment. Les bases de la compétence pénale comprennent la territorialité, à savoir le lieu où l'infraction a été commise, la nationalité, à savoir celle de l'accusé et, dans la pratique de certains États, celle de la victime et le principe de protection, qui concerne les intérêts nationaux qui sont touchés. La caractéristique commune de ces bases de compétence est qu'il existe un lien entre l'État entendant exercer sa compétence et l'infraction qui a été commise.

18. Dans le cas de la compétence universelle, il n'y a pas de lien entre l'État exerçant sa compétence et l'auteur de l'infraction; sa justification est que certaines infractions affectent les intérêts de tous les États, même lorsqu'elles n'ont aucun lien avec l'État entendant exercer sa compétence. Si la piraterie en haute mer est le seul crime à l'égard duquel l'exercice de la compétence universelle est incontesté en application de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, divers traités internationaux prévoient l'exercice de cette compétence à l'égard d'autres crimes comme le génocide, les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité et la torture.

19. La question qui se pose est celle de savoir si la compétence conférée par ces traités peut être transformée en une compétence que tous les États peuvent exercer, qu'ils soient ou non parties aux traités en question. Des questions demeurent sans réponse en ce qui concerne le fondement de l'extension de cette compétence: la relation entre la compétence universelle et les règles juridiques régissant l'immunité, la grâce et l'amnistie, et l'harmonisation avec le droit interne. De plus, le principe de la compétence universelle ne doit

pas être confondu avec l'obligation largement reconnue d'extrader ou de poursuivre, ni la court-circuiter.

20. **M. Adamov** (Biélorus) dit que si la question de la compétence universelle est une question juridique, elle présente une dimension politique très importante; les propositions visant à en élargir la portée doivent donc être examinées avec prudence. Elle ne peut être fondée que sur les normes du droit international, sous la forme soit de traités multilatéraux d'application universelle soit du droit coutumier, comme dans le cas de la piraterie.

21. Les critères de l'exercice de la compétence universelle doivent être clairement définis. Le crime doit être considéré comme portant atteinte aux intérêts de tous les membres de la communauté internationale sans exception. Les crimes répondant à ce critère sont les crimes contre la paix, les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité, la piraterie, la traite des êtres humains et le trafic transnational organisé de drogues et d'armes. Toute mesure unilatérale visant à élargir la liste des situations relevant de la compétence d'un État en vertu de sa législation nationale ne peut être considérée que comme une application extraterritoriale de cette législation, qui va à l'encontre des principes généralement acceptés du droit international et en premier lieu du principe de l'égalité souveraine des États. La délégation du Biélorus se félicite que des décisions récentes de la Cour internationale de Justice soient venues clarifier certains aspects de la portée et de l'application du principe de la compétence universelle. Il ne faut toutefois pas oublier que ces décisions ont trait à des situations particulières et il serait peu judicieux d'en tirer des conclusions générales.

22. **M. Lasri** (Maroc) dit que le principe de la compétence universelle constitue une exception aux règles traditionnelles du droit pénal international en ce qu'il permet à tout État l'ayant accepté dans le cadre d'un traité d'exercer une compétence pénale extraterritoriale à l'égard des auteurs ou victimes des crimes les plus graves touchant la communauté internationale, quels que soient la nationalité de ces auteurs ou victimes ou le lieu où les crimes ont été commis. L'objectif du principe est de combattre l'impunité et de punir certains crimes dont la commission appelle une compétence plus large.

23. Si le droit marocain ne reconnaît pas le principe de la compétence universelle, il contient pourtant des

dispositions qui en relèvent. Le projet révisé du Code pénal marocain reconnaît comme des crimes un certain nombre d'actes relevant de la compétence universelle; lorsque le crime est commis hors du territoire du Maroc, la compétence des tribunaux nationaux est régie par le Code de procédure pénale. Ce code, tel qu'il est actuellement rédigé, établit l'imprescriptibilité des crimes graves.

24. Bien que le système judiciaire marocain repose essentiellement sur le principe de la compétence territoriale et personnelle, il couvre également les actes délictueux relevant de la compétence universelle et, de plus, ne contient aucune disposition qui s'opposerait à l'exercice de cette compétence ou favoriserait l'impunité. La compétence universelle est un principe facultatif et non une règle obligatoire; il s'agit d'un moyen préventif de remédier aux carences du système de justice interne lorsque des crimes graves ont été commis.

25. En sa qualité de partie aux quatre Conventions de Genève et à leur Protocoles additionnels, et ayant retiré sa réserve à l'article 20 de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, le Maroc reconnaît l'obligation d'extrader ou de poursuivre comme base de compétence autre que celle tirée du principe de la compétence universelle en vertu du Statut de Rome. Toutefois, les actes de torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ainsi que les disparitions forcées sont clairement érigés en crimes dans la législation marocaine. De plus, s'agissant de la coopération judiciaire en matière d'extradition, l'article 713 du Code de procédure pénale stipule que les conventions internationales prévalent sur les lois nationales.

26. **M^{me} Byaje** (Rwanda) dit que l'objet de la compétence universelle est de faire en sorte que les auteurs de crimes odieux ne jouissent de l'impunité nulle part dans le monde. Il est donc regrettable que, si certains États ont extradé ou poursuivi des participants au génocide perpétré en 1994 contre les Tutsis, un certain nombre de ces participants qui sont en fuite, dont neuf mis en accusation par le Tribunal pénal international pour le Rwanda, aient pu trouver refuge dans certains États Membres de l'Organisation des Nations Unies et y demeurent encore. La représentante du Rwanda rappelle la résolution 2150 (2014) du Conseil de sécurité, dans laquelle le Conseil demande aux États Membres de coopérer afin d'arrêter et de

traduire en justice ces neuf fugitifs et d'enquêter sur les faits, d'arrêter, de poursuivre ou d'extrader tous autres fugitifs accusés de génocide qui résident sur leur territoire.

27. C'est pourquoi, si le Gouvernement rwandais appuie l'exercice approprié de la compétence universelle, il s'oppose vigoureusement aux mises en accusation abusives de dirigeants africains par des juges non africains, qui portent atteinte à la capacité de ces dirigeants de participer aux relations internationales et ont des effets néfastes sur le développement politique, social et économique des États concernés. Ces mises en accusation violent le principe de l'égalité souveraine des États et l'immunité des chefs d'État et autres représentants de l'État de haut rang, puisqu'elles ont pour effet d'assujettir des représentants d'États africains à la juridiction d'États européens. Une mise en examen décidée par des magistrats de juridiction inférieure contre des responsables étrangers exerçant des fonctions de représentation au nom de leur État tend à porter atteinte à la dignité de ces responsables et à compromettre les relations amicales entre États souverains. Elles ont des relents de colonialisme.

28. L'abus du principe de la compétence universelle risque de mettre en péril le droit international et l'ordre et la sécurité, en particulier si les pays qui ont été victimes de mandats d'arrêt internationaux abusifs invoquent le principe de réciprocité pour se défendre. Les mandats d'arrêt délivrés sur la base d'un tel abus devraient être annulés, comme le demandent les chefs d'État et de gouvernement africains. La délégation rwandaise est favorable à la poursuite du débat en cours afin que soit adopté un nouveau cadre qui empêcherait que le principe ne soit appliqué de manière arbitraire ou politiquement motivée.

29. **M. Zewdu** (Éthiopie) dit que les pays africains, y compris l'Éthiopie, sont pleinement résolus à combattre l'impunité, comme l'atteste l'Acte constitutif de l'Union africaine, qui habilite l'Union à intervenir dans les affaires intérieures de ses États membres en cas de crimes de guerre, crimes contre l'humanité et génocide. Manifestement, certains crimes peuvent appeler l'exercice de la compétence universelle. Ce qui pose problème est la mesure dans laquelle cette compétence peut être exercée de manière non sélective et apolitique et non pour servir des objectifs de politique étrangère. Il existe des raisons empiriques d'être sceptique à cet égard, notamment les

poursuites engagées et les mandats d'arrêt délivrés par certains tribunaux contre des dirigeants et autres représentants de haut rang africains en fonctions, en violation de l'immunité que leur confère le droit international.

30. Le principe de la compétence universelle doit être appliqué dans le respect des règles reconnues du droit international et conformément au principe de la souveraineté de l'État. C'est à l'État dans lequel le crime a été commis qu'il incombe au premier chef d'en traduire les auteurs en justice. Le principe ne devrait être invoqué que comme base complémentaire de compétence en cas de crimes graves affectant l'ensemble de l'humanité; il devrait être appliqué compte dûment tenu des immunités conférées par le droit international aux agents d'États étrangers exerçant des fonctions de représentation au nom de leurs gouvernements respectifs.

31. L'absence de définition généralement acceptée de la compétence universelle et l'absence de consensus quant aux crimes qui en relèvent font qu'il est difficile de réaliser un équilibre approprié entre la nécessité de traduire les auteurs de crimes en justice et celle de limiter la portée et l'application du principe de manière à éviter sa politisation. Des positions divergentes ont abouti à des considérations subjectives qui compromettent la volonté commune de lutter contre l'impunité. La délégation éthiopienne souligne qu'il importe de réglementer la portée et l'application du principe pour qu'il ne risque pas d'être appliqué arbitrairement et elle demande à la Commission de continuer d'examiner la possibilité d'élaborer une norme cohérente à cet égard.

32. **M. Elhamamy** (Égypte) dit que la compétence universelle est un instrument susceptible d'être utilisé pour engager des poursuites contre les auteurs des crimes les plus graves au regard du droit international. Elle est toutefois exercée abusivement par des politiciens et parlementaires d'États non africains pour inculper certaines personnes et en acquitter d'autres. Dans leur application sélective du principe de la compétence universelle, selon eux au nom de la justice mondiale, ils négligent souvent le crime d'agression. Ceci reflète leur approche arbitraire et subjective, qui ne sert pas la justice mais porte atteinte à la crédibilité du droit international et compromet la lutte contre l'impunité.

33. La compétence universelle devrait toujours être exercée de bonne foi et compte dûment tenu des principes du droit international, notamment l'égalité souveraine des États, la compétence territoriale et l'immunité des représentants de l'État telle que reconnue par la Cour internationale de Justice. Son exercice devrait aussi être subordonné au consentement de l'autorité gouvernementale et à la présence de la personne accusée sur le territoire où l'instance est engagée. La délégation égyptienne est consciente des questions juridiques, politiques et diplomatiques complexes qui entourent le principe de la compétence universelle et elle entend participer activement aux travaux de la Commission sur le sujet, qui devraient viser à élaborer des règles claires propres à assurer l'application raisonnable du principe et sa compatibilité avec le droit international.

34. **M. Hitti** (Liban) dit que, si la compétence universelle est essentielle pour assurer la justice et mettre fin à l'impunité, elle doit être exercée conformément à la Charte des Nations Unies, en particulier aux principes de l'égalité souveraine des États et de la non-ingérence dans leurs affaires intérieures. La communauté internationale doit toutefois commencer par se mettre d'accord sur les crimes qui en relèvent. Un consensus se fait jour au niveau international pour considérer que la piraterie, la torture, les crimes contre l'humanité, le génocide, les crimes de guerre et le nettoyage ethnique sont les crimes les plus graves. Ces crimes doivent donc être définis de manière unifiée au regard du droit international, car à défaut il risque d'y avoir des incohérences dans l'exercice de la compétence universelle. Il devrait être répondu à ces deux préoccupations dans une convention internationale.

35. C'est aux États concernés du fait de leur compétence territoriale ou personnelle qu'il incombe au premier chef d'engager des poursuites contre les auteurs des crimes les plus graves. Lorsque les États ne veulent pas ou ne peuvent pas le faire, la compétence universelle doit être invoquée sur la base du principe de complémentarité et les tribunaux qui l'exercent doivent agir en tant qu'organes subsidiaires. La complémentarité garantit avec force que les principes de la souveraineté des États et de la non-ingérence dans leurs affaires intérieures seront respectés et que les auteurs des crimes ne pourront être poursuivis devant différents tribunaux pour le même crime. L'objectif est d'éviter l'arbitraire et la sélectivité dans

l'exercice de la compétence universelle, laquelle doit être exercée de bonne foi et dans le respect des droits de la défense afin de ne pas devenir un instrument politique.

36. La délégation libanaise se félicite des travaux entrepris par le Groupe de travail sur le sujet et souhaiterait vivement que la Commission du droit international soit priée d'élaborer une étude afin de répondre aux préoccupations exprimées et de concilier les positions divergentes des États sur la question.

37. **M. Absoul** (Jordanie) dit que la compétence universelle est un mécanisme important, s'agissant en particulier d'assurer que les auteurs de crimes graves ne jouissent pas de l'impunité en complétant l'action des États qui ne peuvent pas ou ne veulent pas les poursuivre. Il est donc crucial de parvenir à un accord sur sa portée et son application et de concilier les positions divergentes des États Membres dans l'intérêt de la justice internationale. Le droit coutumier offre une bonne base pour déterminer les critères de l'exercice de la compétence universelle. Une étude devrait être élaborée sur le sujet, qui devrait aussi être renvoyée à la Commission du droit international, afin de définir l'état du droit en la matière et ce faisant de limiter politisation et sélectivité dans l'application du principe. La délégation jordanienne rappelle qu'elle est prête à participer constructivement aux débats tant au sein de la Commission que dans d'autres instances.

38. **M^{me} Pham Thi Thu Huong** (Viet Nam) dit que si la compétence universelle est un instrument important pour combattre l'impunité en cas de crimes internationaux, l'abus de cette compétence risque de porter atteinte à la souveraineté de l'État et viole les principes généraux énoncés dans la Charte des Nations Unies. La délégation vietnamienne appuie donc les efforts faits pour élaborer des normes ou directives internationales qui définiraient clairement les crimes relevant du principe et les conditions dans lesquelles il peut être invoqué. Ces crimes devraient se limiter aux crimes les plus graves pour la communauté internationale, notamment le génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre.

39. La compétence universelle devrait être exercée de bonne foi, avec beaucoup de prudence et dans un cadre juridique solidement fondé afin d'éviter tout abus risquant de porter atteinte aux principes de l'égalité souveraine des États et de la non-ingérence dans leurs affaires intérieures. Elle doit être considérée comme un

dernier recours et comme complémentaire par rapport aux autres compétences reposant sur un lien plus étroit avec les crimes, comme la compétence territoriale ou la compétence fondée sur la nationalité. Elle ne doit pas être exercée lorsque le crime peut faire l'objet d'une action pénale dans l'État où il a été commis ou dans l'État de nationalité des suspects ou des victimes. De plus, les États ne devraient exercer la compétence universelle à l'égard d'un crime que lorsque la personne soupçonnée de l'avoir commis est présente sur leur territoire.

40. La délégation vietnamienne se félicite des informations et observations reçues des États sur la portée et l'application du principe de la compétence universelle, y compris leurs législations nationale et pratique judiciaire, et attend avec intérêt le résultat des travaux du Groupe de travail, qui devraient contribuer à faire avancer le débat sur le sujet.

41. **M^{me} Zarrouk Boumiza** (Tunisie) dit que la compétence universelle est un mécanisme important pour le renforcement de l'état de droit, l'instauration d'une justice équitable et la lutte contre l'impunité. Elle doit toutefois être exercée dans le strict respect de la Charte des Nations Unies et des principes fondamentaux du droit international, notamment l'égalité souveraine des États, et uniquement dans des circonstances exceptionnelles et sans sélectivité ni abus.

42. Une définition claire et consensuelle du principe est nécessaire pour dissiper les préoccupations légitimes de plusieurs États Membres quant aux limites de son application. La Commission devrait donc, dans le cadre du Groupe de travail, approfondir sa réflexion sur les divers aspects de la question.

43. Bien que la complétant, la compétence universelle est distincte de la compétence des tribunaux pénaux internationaux, qui ont aussi un rôle clé à jouer dans les efforts internationaux visant à mettre fin à l'impunité. La Cour pénale internationale, en particulier, joue un rôle majeur dans cette entreprise. Son succès dans la promotion de la paix et de la justice internationale et le respect dont elle jouit actuellement au sein de la communauté internationale sont attestés par le nombre croissant de pays, dont la Tunisie, ayant accédé au Statut de Rome depuis 2002, soit 122. La Cour ne connaît toutefois des crimes graves qu'une fois qu'ils ont été commis; un mécanisme de prévention est également nécessaire.

44. C'est pour cette raison que le Gouvernement tunisien a proposé la création d'une cour constitutionnelle internationale, un organe consultatif et juridictionnel qui serait chargé d'assurer le respect des principes démocratiques et des droits de l'homme, dans le prolongement de l'action menée par l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales pour élaborer un corpus de textes visant à protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales. Cette cour aurait aussi la prérogative de statuer sur la régularité des élections et les violations graves des principes démocratiques consacrés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et d'autres instruments internationaux. Elle serait aussi dotée de la prérogative, non moins importante, de fournir ses conseils lors de la rédaction de constitutions nationales. Elle encouragerait les gouvernements à donner effet aux principes universels relatifs à la démocratie et aux libertés publiques, ce qui permettrait de répondre aux aspirations des peuples à la liberté, à la justice et à la démocratie en évitant tout recours à la violence et sans souffrances inutiles.

45. **M. Gharibi** (République islamique d'Iran) dit que la communauté internationale n'est pas encore parvenue à une conception commune du principe de la compétence universelle. La principale question est celle de savoir si et dans quelle mesure la Commission devrait entreprendre de codifier et de développer le sujet. Dans de nombreux systèmes juridiques, la compétence extraterritoriale doit reposer sur un traité: les crimes ne peuvent faire l'objet de poursuites que lorsqu'ils sont réprimés comme tels dans un traité auquel l'État concerné est partie et lorsque le principal objet des poursuites est de faire en sorte qu'ils ne restent pas impunis.

46. La délégation iranienne considère la compétence universelle comme une exception conventionnelle à l'exercice de la compétence pénale. Le principe prédominant est celui de la compétence territoriale, qui interdit aux États d'exercer leur compétence pénale au-delà de leurs frontières et est fondé sur le principe de l'égalité souveraine des États. La compétence universelle n'est pas expressément envisagée dans la législation iranienne et semble n'avoir jamais été invoquée devant les tribunaux internes iraniens. Le Code pénal iranien stipule néanmoins que les tribunaux nationaux sont compétents pour connaître des crimes réprimés par les traités internationaux auxquels la République islamique d'Iran est partie, où qu'ils aient

été commis et quelle que soit la nationalité de l'accusé, dès lors que celui-ci est présent en territoire iranien.

47. La République islamique d'Iran est partie à de nombreux instruments internationaux, dont plusieurs traités antiterroristes. Si presque tous ces instruments énoncent l'obligation d'extrader ou de poursuivre, cette notion ne doit pas être confondue avec le principe de la compétence universelle. Aucun des accords bilatéraux d'extradition ou d'entraide judiciaire conclu par le Gouvernement iranien ne fait référence à la compétence universelle.

48. La principale préoccupation en ce qui concerne cette compétence est que son exercice risque d'être contraire à certains principes fondamentaux du droit international, en particulier l'immunité de juridiction pénale étrangère des représentants de l'État, qui découle de l'égalité souveraine des États. La doctrine aurait aussi été invoquée sélectivement. Le débat n'est pas clos sur la nature des crimes pouvant relever de cette compétence, sur les conditions et les limites de son exercice et sur la nécessité éventuelle d'un lien entre le suspect et l'État exerçant l'action pénale et de la présence de ce suspect sur le territoire de l'État du for.

49. La compétence pénale devrait être exercée à l'égard de ressortissants étrangers sans partialité et de bonne foi. Elle ne doit pas l'être de manière arbitraire ni violer les immunités que le droit international confère aux chefs d'État et de gouvernement, au personnel diplomatique et aux autres hauts représentants de l'État en fonctions. Laisser l'interprétation des crimes internationaux aux tribunaux nationaux aurait des conséquences néfastes sur la stabilité et l'intégrité du droit international.

50. **M. Waweru** (Kenya) dit que lorsque la compétence universelle peut être invoquée, elle doit être exercée équitablement, uniformément et de manière cohérente, sans abus ni sélectivité, de manière à ne pas porter atteinte aux principes essentiels régissant les relations entre États. La compétence universelle est distincte de la compétence de la Cour pénale internationale, qui a un caractère complémentaire par rapport à la compétence pénale des États et vise à assurer que des poursuites effectives soient engagées au niveau national grâce à un renforcement de la coopération internationale et, si nécessaire, des capacités. Le préambule du Statut de Rome, s'il reconnaît la primauté de la compétence

pénale des États, rappelle qu'il est du devoir de chaque État d'exercer cette compétence pénale à l'égard des auteurs de crimes graves.

51. La compétence universelle doit être exercée de bonne foi et conformément aux autres principes du droit international. L'état de droit doit être maintenu, et un procès impartial et équitable, organisé sans retard indu, doit être garanti. L'interprétation et l'application superficielles et erronées du Statut de Rome en relation avec le Kenya est hautement préjudiciable aux intérêts nationaux, régionaux et internationaux de ce pays, un État partie de longue tradition juridique qui coopère activement avec la Cour. Il s'agit d'une interprétation répondant à des motifs politiques et non à un souci de combattre l'impunité ou de rechercher une paix durable ou la justice; elle a un effet perturbant pour le Gouvernement démocratiquement élu du Kenya et le peuple kényan; elle a poussé l'État dans une crise constitutionnelle et l'a obligé à se livrer à une gymnastique juridique pour s'acquitter de ses obligations internationales au titre de l'instrument en question.

52. Insister pour que le Président du Kenya soit personnellement présent à la conférence de mise en état de la Cour pénale internationale – ce qu'il a accepté de faire, bien que ses responsabilités publiques soient extraordinairement lourdes, après avoir délégué la plénitude des pouvoirs présidentiels, protégeant ainsi la souveraineté de l'État – va à l'encontre de l'essence même du Statut de Rome. Ceci est inacceptable; aucun État ne devrait jamais être placé dans une telle situation.

53. Le débat en cours ne porte pas seulement sur l'application du principe de la compétence universelle et l'administration future de la justice internationale dans le monde; il concerne aussi la gestion future des cas d'impunité et de violence et la question de savoir quelles sont les relations entre les États dans le cadre du système de justice internationale. La communauté internationale devrait s'abstenir d'adopter une interprétation étroite et politiquement motivée du rôle de la compétence universelle qui exclut d'autres processus concernant la paix internationale et nationale. Elle devrait au contraire défendre un système ouvert à tous et soigneusement calibré, associé à des critères clairs, à la transparence et à des normes réalistes, et devrait être prête à examiner et modifier le système pour répondre à la complexité des démocraties mondiales et des réalités sociales. Le Kenya, pour sa

part, participera activement aux travaux du Groupe de travail sur le sujet.

54. **M^{me} Geoghegan** (Observatrice du Comité international de la Croix-Rouge) dit que la compétence universelle joue un rôle essentiel dans la mise en œuvre du droit international humanitaire. Lorsque les États ne peuvent pas ou ne veulent pas exécuter leur obligation d'engager des poursuites contre les personnes soupçonnées de violations graves sur leur territoire ou sous leur juridiction, et lorsque les tribunaux internationaux ne peuvent exercer leur compétence, l'exercice de la compétence par d'autres États est un moyen subsidiaire de mettre la responsabilité en œuvre et de remédier à l'impunité.

55. Les Conventions de Genève de 1949 et le Protocole additionnel II établissent une compétence universelle obligatoire à l'égard de ces violations, et plusieurs autres instruments internationaux reconnaissent que les États doivent établir leur compétence universelle pour réprimer les crimes graves visés dans ces Conventions, y compris en situation de conflit armé. En droit international humanitaire coutumier, les États peuvent exercer la compétence universelle à l'égard des crimes de guerre durant les conflits armés internationaux et non internationaux.

56. De nombreux États ont adopté une législation établissant la compétence universelle à l'égard des violations graves des Conventions de Genève et du Protocole additionnel I, ainsi que des violations d'autres instruments et des crimes de guerre énumérés dans le Statut de la Cour pénale internationale. La manière dont le principe de cette compétence peut être appliqué en pratique a été démontrée par des décisions judiciaires internationales récentes et par des initiatives juridiques des États. La condition la plus communément attachée par les États à l'exercice de la compétence universelle pour connaître des crimes de guerre est qu'il doit exister un lien entre l'accusé et l'État du for, par exemple la présence de l'intéressé sur le territoire de l'État engageant les poursuites, ou que le consentement d'une autorité gouvernementale soit obtenu. Les conditions de l'engagement de poursuites pénales ou du refus de l'engagement de telles poursuites devraient, quoi qu'il en soit, être clairement définies au niveau national; ceci renforcerait l'efficacité et la prévisibilité du principe de la compétence universelle sans en limiter l'application.

57. Soucieux des difficultés associées à l'exercice de la compétence universelle, le Comité international de la Croix-Rouge considère qu'il est essentiel que les États continuent de renforcer comme il convient les capacités nationales et adoptent les lois voulues pour pouvoir réprimer les crimes de guerre sur la base de la compétence nationale et extraterritoriale, y compris la compétence universelle. De telles mesures auraient un effet dissuasif et permettraient d'engager des poursuites contre les auteurs de tels crimes. Les États devraient aussi améliorer la coopération judiciaire internationale en matière pénale internationale. Le Comité international de la Croix-Rouge a constitué des ressources techniques et juridiques spécialisées sur la pratique des États en matière de prévention et de répression des crimes de guerre par l'application au plan national du droit international humanitaire et est prêt à aider les États dans leurs efforts pour édifier un système efficace de lutte contre l'impunité.

Point 76 de l'ordre du jour: Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa quarante-septième session (suite) (A/69/17)

58. **M. AlIbraheem** (Koweït) dit que sa délégation attache beaucoup d'importance aux travaux de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) et la félicite d'avoir finalisé le projet de convention sur la transparence dans l'arbitrage entre investisseurs et États fondé sur des traités. La CNUDCI joue un rôle crucial dans le renforcement de l'état de droit aux niveaux national et international et, de plus en plus, dans le domaine des relations commerciales. La promotion de l'état de droit dans les relations commerciales devrait faire partie intégrante des activités de l'Organisation des Nations Unies en matière d'état de droit: un environnement propice aux échanges et aux investissements est un élément clé de la prévention des conflits et de la reconstruction au sortir d'un conflit.

59. Le fait que le Koweït est membre de la CNUDCI reflète l'intérêt qu'il porte à l'amélioration de sa législation commerciale, qui est liée au programme actuel de développement du Gouvernement. À cet égard, la délégation koweïtienne attache énormément d'importance au bond en avant de la législation sur les instruments électroniques. Avec le développement du commerce en ligne, la législation en la matière peut

contribuer à combattre la cybercriminalité, qui occasionne chaque année des pertes se chiffrant en centaines de milliards de dollars.

60. La délégation koweïtienne demande que le rôle de la CNUDCI dans le domaine du commerce international soit renforcé et que davantage d'efforts soient faits pour promouvoir les relations économiques internationales. La CNUDCI peut apporter une contribution majeure au règlement des différends commerciaux internationaux et est utile à l'Organisation des Nations Unies pour orienter le développement du commerce électronique et de la législation en la matière.

La séance est levée à 16 h 50.